

L'INFORMO

Volume 39 • Numéro 1 • Octobre 2016



NOTRE campagne de réappropriation Montmorency MON cégep

SOMMAIRE

- 2** **Mot de la présidente**
Karine L'Ecuyer
- 4** **Grouille gros**
Simon Leduc
- 7** **Hydro-Québec, hausse tarifaire demandée par les gestionnaires-fonctionnaires**
Claude Tanguay
- 9** **Le nerf de la guerre**
François Geoffroy
- 11** **Commission canadienne pour l'UNESCO**
Mirco Plante
- 13** **Tout ce qui frémît**
François Rioux
- 16** **Old boys' club**
Julie Demanche
- 18** **Bilan de l'exécutif**
Emilie Sarah Caravecchia
- 26** **Dons de solidarité 15-16**

Mot de la présidente

Karine L'Ecuyer, Muséologie



Crédit : Annie Polrier

C'est le 12 avril 2016 que l'assemblée générale a élu le comité exécutif pour l'année 2016-2017. Depuis ce moment, je savais que je deviendrais la porte-parole des profs de Montmorency dans de multiples instances, que je m'engageais à bien défendre nos conditions de travail et que je militerais activement et solidairement en fière représentante d'un syndicat combatif.

Le 12 avril, l'assemblée donnait aussi sa confiance à quatre autres personnes pour les représenter ; et j'avais hâte de travailler avec elles au (plus que !) quotidien.

Josée Chevalier, professeure de Langues modernes, en est à son troisième mandat à titre de secrétaire. Représentante déterminée à porter la parole de l'assemblée, elle a un souci démocratique constant. Vétérane de ce comité exécutif, elle veille également à la préservation de la

mémoire des dossiers traités ces dernières années, dont celui de la dernière ronde de négociations de notre convention, et ce, avec l'esprit de la militante résolue. Elle est d'ailleurs élue au comité national du bilan de la négo à la FNEEQ.

Emilie Sarah Caravecchia se lance dans son deuxième mandat à l'information pour vivre une année syndicale « avec pas d'négos. » Professeure de littérature, la couleur spectaculaire de militante qu'elle déploie, et dont toutes et tous peuvent être témoins, a également un pendant de grande rigueur qui promettent une mobilisation solidement bâtie et une information animée.

François Pepin et Carole Morache effectuent un retour au comité exécutif après 10 ans d'absence qui furent tout de même bien remplies syndicalement. Leur retour est d'ailleurs une belle illustration de la culture syndicale des profs de Montmorency : un syndicat fort d'une implication de plusieurs membres qui font quelques mandats au comité exécutif, retournent à l'enseignement à temps plein, continuent de s'impliquer et de militer et ont envie de revenir à l'exécutif. Un roulement militant dont nous pouvons être fiers.

Tout nouveau au poste de responsable à l'application de la convention collective, François qui enseigne en Techniques de génie civil, a été un membre fidèle de l'équipe

syndicale du comité des relations de travail au fil des trois dernières conventions collectives. Il est d'une disponibilité et d'une ouverture aussi grandes que le sourire qu'il offre aux gens qui viennent lui poser des questions !

Carole, notre toute nouvelle trésorière, retrouve des fonctions qu'elle avait exercées dans le milieu communautaire. Professeure en Techniques d'éducation à l'enfance, elle a la patience, l'écoute et le calme posé dont doivent apprendre à s'armer ses étudiantes pour devenir éducatrices ! Durant les dernières années, elle a été membre du Comité Femmes de la FNEEQ, déléguée du SEECM au Conseil central du Montréal métropolitain (CCMM) et est maintenant élue au Comité orientation et identités sexuelles de la FNEEQ.

C'est donc entourée de cette belle équipe diversifiée, expérimentée et représentative que j'ai le plaisir de revenir au sein du comité exécutif avec l'intention ferme de remettre Montmorency entre les mains de sa communauté d'abord : par la reconnaissance du travail que les professeurs-es y accomplissent, par la revendication constante de consultations réelles et par la défense de conditions de travail et de ressources adéquates et suffisantes. Dans un contexte post-négociations, je compte imposer à l'ordre du jour des instances régionales et nationales de sérieuses réflexions pour améliorer la démocratie syndicale et sa transparence.

Enfin, je reviens à l'exécutif marquée par diverses expériences et rencontres militantes. J'y reviens également portée par une bonne dose du bagage, des luttes et des espoirs de renverser la vapeur des présidences qui m'ont précédée et avec qui j'ai eu le bonheur de travailler... ce que mon côté muséo a retrouvé en fouillant la mémoire des Informo de début d'année ! À faire sourire par moments, mais attention aux cœurs sensibles, c'est aussi d'une triste répétition.

Septembre 2007 (Louiselle Huppé)



Crédit : SEECM

À la rentrée, nous avons appris que l'administration n'a pas respecté son intention de n'accepter que le nombre d'élèves prévus dans son devis (5250); nous avons alors pu constater que 5980 élèves fréquentent le collège ! Ce choix, motivé par le désir de la direction générale d'obtenir du ministère de l'Éducation une autorisation d'agrandissement, a des conséquences sur l'organisation du travail.

Octobre 2010 (Michel Duchesne)

La situation des enseignants précaires ne s'est guère améliorée également et, d'une convention à l'autre, on observe peu de changements à leur situation

qui touche tout de même 40% des membres. Quant aux salaires, force est d'admettre que le cadre financier imposé par le gouvernement lui permet de justifier des offres qui ne permettent pas de maintenir notre pouvoir d'achat. Le point le plus important de ces négociations représente la mobilisation exemplaire de nos membres et la solidarité du Front commun, le plus important de l'histoire syndicale au Québec. Il faut se projeter dans l'avenir, ne pas baisser les bras et continuer à se battre pour maintenir la



Crédit : SEECM

qualité de notre système d'éducation, et pour qu'il demeure accessible et gratuit.

Aout 2011 (Michel Duchesne)

Nous allons continuer à suivre de très près les nombreux changements occasionnés par le réaménagement du cégep. Nous sommes très préoccupés par le roulement de personnel cadre et ses retombées sur le travail du personnel enseignant et de l'exécutif. Et, finalement, nous croyons que le vent de changement qui secoue le Québec actuellement fait en sorte

que nous devons aussi nous questionner sur le syndicalisme que nous voulons aujourd'hui. Il faudra trouver un espace de partage et de réflexion sur notre vision commune, locale et nationale du syndicalisme, au service de ses membres et du progrès social et politique.

Novembre 2015 (Sébastien Manka)

Comme représentants de notre syndicat, aux différentes instances nationales, nous devons être alimentés par nos membres, dans les assemblées générales qui seront fort probablement très



Crédit : SEECM

fréquentées et, comme d'habitude, riches et stimulantes. De beaux débats en perspective !

Au niveau local, [...], nous devons aussi nous assurer que la convention est

respectée en veillant sur les conditions de travail de nos membres.

[Enfin, nous aurons] besoin de l'aide des comités et des membres notamment dans l'organisation et l'animation des activités syndicales.

Karine L'Ecuyer (octobre 2016)

J'aimerais remercier les membres qui viennent nous alimenter, discuter avec nous, qui débattent, s'impliquent, militent et font de Montmorency NOTRE cégep et du SEECM un syndicat fort et solidaire.



Grouille gros

Simon Leduc, Littérature

Je suis sorti du Forum social mondial avec deux ou trois idées qui n'avaient rien de très nouveau, mais qui réémergeaient d'un vieux fond, comme un ver d'oreille dont on a oublié les paroles et qu'on fredonne hypnotiquement¹. La première idée venait de Francine Pelletier, fondatrice de *La vie en rose* et chroniqueuse au *Devoir* parmi d'autres choses. En prenant la parole dans un panel portant sur les perspectives des prochaines négociations du secteur public (il y a des gens² qui ne se tannent pas de parler de ces affaires-là), elle s'est appuyée sur son statut de pigiste, autrement dit de précaire pour qui la seule permanence possible est l'incertitude financière, et elle a affirmé que selon elle, le véritable défi des organisations syndicales n'est pas de savoir comment faire flancher le Gouvernement, mais bien d'arriver à rejoindre tout ce beau monde qui



Credit : Simon Leduc

travaille mais qui n'est pas syndiqué. Elle a ajouté que le syndicalisme, dont elle défend les valeurs de solidarité, est toujours porteur d'un piège : celui de ne s'adresser qu'à lui-même, de ne défendre que ses intérêts, ce qui crée chez bon nombre d'amateurs de *Poules aux œufs d'or* et de LCN en rafale un sentiment d'exclusion³. Bref, le syndiqué semble de nos jours appartenir à une élite ; ses revendications semblent pour plusieurs relever d'un autre monde : un cadre de travail respectueux (« Salut, ça va ? – Ça va, toi ? – Ça va. – Ok. Ciao. – Ok. Bye. »), une certaine stabilité d'emploi (« Tu fais quoi demain ? – La même affaire qu'aujourd'hui. – Chanceuse ! – Mets-en ! – Toi ? – Je sais pas. – Ouin, c'est plate ça. – Mets-en. »), un salaire qui évolue avec le temps (même si le tant à l'heure bat moins

vite que le pouls de la vie⁴), des congés de maladie parce que des nez morveux ça peut se moucher tout seul à la maison (à chacun son autonomie professionnelle) et une retraite décente (c'est-à-dire sans uniforme du Tim Hortons dans la pile de linge sale) ; plein d'affaires qui sont devenues à force d'usure néolibérale l'équivalent d'un rêve doré inaccessible au contribuable qui se préoccupe de ses taxes.

Pas besoin de participer à un panel pour savoir ça, me direz-vous. Suffit de manger en famille pour entendre un oncle, une belle-mère ou, pire, un neveu⁵ nous enchaîner les mêmes chansons à propos du syndicat qui est l'équivalent d'un droit à la paresse, une façon d'entraver le vrai effort et la créativité infinie des entrepreneurs de demain. Le syndicalisme a mauvaise mine. C'est clair. Les jeunes de nos classes nous le disent en pleine face : si ta job te paye pas assez, c'est que tu mérites pas mieux ; grouille-toi, le gros ! L'heure n'est pas à la remise en

1 Tu l'auras compris : un ver d'oreille, ça gosse.

2 Si tu veux vraiment le savoir, je ne fais pas toujours partie de ces gens. En fait, je ne suis vraiment pas le militant le plus fiable que tu puisses connaître. Des fois, je suis juste écoeuré d'entendre parler de politique, de stratégies, de comités, d'instances, de tours de parole et d'amendements sur des statuts et règlements. Dans ces moments-là, je sais que je peux me tourner vers d'autres vers d'oreille. Voici des suggestions : <https://pff-frecords.bandcamp.com/track/les-premiers-ministres-morts> ou encore <https://www.youtube.com/watch?v=5daS4a9diZ0>.

3 Dans un langage moins sociologique-ment poli, le non-syndiqué dira du syndiqué qu'il appartient à la clique du Plateau et du Mile-End, que c'est un bobo déconnecté, un gratteux de guitare, un artiste, un mangeux de marde, bref, un prof de cégep.

4 Je sais bien que c'était pas nécessaire de faire des jeux de mots comme ça, mais quand je sens que je dis des affaires trop sérieuses, j'ai de la misère à croire que c'est vraiment intéressant. Tranche de vie.

5 C'est quand même là que ça fait le plus mal : quand le petit gars que t'as amené à la Maison théâtre, que t'as aidé à faire ses devoirs quand ses parents n'en pouvaient plus, à qui tu as l'impression d'avoir appris l'ABC des bonnes choses te répond qu'il ne sait plus qu'épeler CAQ. Tabarnac.

cause des incitatifs à la performance ou des interrogations sur les effets miroirs de la pression/dépression. L'heure est à la violence sauvage du capital face à quoi le syndicalisme et la gauche en général n'arrivent pas à inspirer une réplique suffisante. Ça va mal.

Mais là où j'ai compris à quel point le syndicalisme est mal en point, c'est quand j'ai vu que la suite des discussions du panel ne devait pratiquement pas faire écho aux propos de Mme Pelletier. Parmi la bonne quarantaine de militants qui s'étaient rejoints à l'appel de *Lutte commune*⁶, à peine une intervention a cherché à offrir une piste de réflexion aux avertissements de la journaliste.⁷ Et encore, il s'agissait d'un prof de la Colombie-Britannique, un allié certain quand on chante « l'Internationale », mais pas mal éloigné quand vient le temps d'occuper le siège social de Bombardier, genre. Certes, les discussions qui se sont tenues ont été

pertinentes et souvent stimulantes⁸, mais on a beaucoup trop ignoré, à mon sens, cet appel à sortir de notre niche.

Ça m'amène à ma deuxième idée. L'autre chose à laquelle je pensais en sortant du Forum, c'est à quel point les visages des gens que j'ai pu croiser dans les corridors des pavillons Judith-Jasmin et DeSève de l'UQAM ne m'étaient pas vraiment étrangers. Je ne connais pas les noms, je suis plutôt poché là-dedans de toute

Le syndicalisme a mauvaise mine. C'est clair.

façon. Je n'ai probablement jamais adressé la parole à la grande majorité d'entre-eux. Mais quand même, c'étaient des visages que je reconnaissais, que j'avais déjà vus : dans des manifs, autour de thermos industriels placés dans le coin de sous-sols de centres communautaires, dans des spectacles, des faces cagoulées,

8 Parmi les trucs les plus chouettes que j'ai entendus, un panelliste a montré comment le syndicalisme étudiant québécois est devenu avec le temps une référence en ce qui a trait à des formes d'organisation réellement démocratique. À ce sujet (et à bien d'autres d'ailleurs), nos grandes centrales auraient bien des leçons à apprendre. Nous sommes des profs, nous pourrions leur apprendre.

des gueules propagatrices de rêves gratuits, des quêteurs de cigarettes sociales, des têtes penchées sur des livres compliqués dans l'autobus, des cyclistes pas toujours fiables aux feux rouges, des embrasseuses embrasées, des étincelles dans la nuit, des animalités indociles, des fugueurs de temps morts, des poètes, des profs, des curieuses, des mots qui manquent.

Nous sommes plusieurs, que j'ai pensé.

Mais pas assez.

Surtout pas assez pour se faire croire qu'on pourra faire quoi que ce soit en continuant de s'aliéner les enragés du trafic, les meutes de loups solitaires qui se laissent tenter par le messianisme de Trump, l'absolutisme de Daesh ou la stupidité de nos jambons bien à nous : Martineau, Duhaime et cie.

« Nous sommes sur un volcan », a dit Francine Pelletier. Personne ne sait quand ça va péter. Sauf qu'on devrait d'ici ce temps-là faire des efforts pour montrer que nos visions du monde sont pas mal plus inspirantes que ce qu'on laisse trop souvent croire ou dire à notre place. Faudrait qu'on se grouille. La grosse et le gros.

6 Lutte commune est un « espace de convergence entre tous les groupes et toutes les personnes en lutte contre l'austérité et les politiques néolibérales ». Pas des gens qui votent pour la CAQ, synthétiserai-je pour mon neveu.

7 L'idée était pourtant simple et porteuse : si les syndicats veulent attirer l'attention du public, voire gagner sa sympathie ou son appui, ils doivent avoir des revendications qui s'adressent à tout le monde. Pendant une grève de profs qui a eu lieu en 2005 en Colombie-Britannique par exemple, on a revendiqué moins d'élèves par classe. Simple de même. Tout le monde a compris que c'était bon pour tout le monde. Simple de même. Le gouvernement, lui, a capoté. Capoté !

**Réclamons
le salaire minimum à 15 \$ l'heure !**

Conseil central
DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN  **CSN**

Hydro-Québec, hausse tarifaire demandée par des gestionnaires-fonctionnaires.

Claude Tanguay, Architecture, professeur retraité

*Version originale du texte dans La Presse+,
édition du 4 août 2016*

Je viens de lire l'article d'Hélène Baril dans l'édition de samedi le 30 juillet de La Presse intitulé : « Tarifs d'électricité : Une hausse et une surprise ». Les gestionnaires-fonctionnaires d'Hydro me font dresser le poil sur la peau. (Je voulais écrire « pseudogestionnaires », mais ce terme n'existe pas.) Ils nous prennent pour des imbéciles. Hydro veut une hausse des tarifs parce que les gens se sont mis à économiser l'électricité !!! Pincez-moi quelqu'un.

J'ai donc consulté le rapport annuel de cette firme pour 2015. J'ai lu le plan stratégique d'Hydro-Québec pour 2016-2020. Je ne suis pas contre une hausse des tarifs. Selon les données du plan stratégique d'Hydro, nos tarifs d'électricité sont pratiquement deux fois moins élevés qu'à Toronto. Pourtant, Hydro annonce, avec fierté, qu'elle a engrangé des profits dont la majorité est transférée dans le fonds consolidé de notre gouvernement québécois. Car c'est le premier ministre qui est le grand-grand patron d'Hydro-Québec.

Je suis un architecte. J'ai formé pendant plus de 20 ans de jeunes technologues en bâtiment. Je déplore la piètre qualité de nos

constructions résidentielles, car il n'y a aucune mesure de contrôle de qualité durant l'avancement des travaux. Mais malgré tout cela, des propriétaires réussissent à mettre en place des mesures d'économies d'énergie qui montrent des signes d'un balbutiement d'efficacité énergétique. Un des objectifs d'Hydro-Québec, d'ici 2030, est de doubler ses revenus. Car, si la Société d'État ne fait rien (lire : même nombre de barrages, etc.) Québec recevra moins de dollars. Je sais que la pointe de demande est la principale préoccupation de ce producteur d'électricité. Hydro planifie prendre le contrôle de nos chauffe-eaux pour gérer cette pointe. Mais pour l'écologiste qui réduit de moitié sa consommation annuelle, on veut lui imposer une facture plus élevée.

Ils nous prennent pour des imbéciles.

Hydro indique dans sa planification stratégique qu'elle veut « Exploiter de nouvelles avenues de croissance. » Pour ce qui est de nos exportations, je comprends que nos voisins Américains du Nord, produisent leur électricité grâce aux nouveaux gisements de gaz naturel. Hydro s'engage dans des projets hors Québec et veut acheter des entreprises. Hydro

tente déjà de commercialiser ses innovations. J'ai l'impression qu'elle réussit mal. Hydro ne sait que construire de nouveaux barrages (La Romaine) même si cela devient de moins en moins rentable. Je devrais donc dire à mes clients lors de l'expertise de leur résidence que c'est correct que l'isolation soit déficiente et que l'air fuit par les fenêtres. Je devrais, de plus, suggérer qu'on remette en place les vieux thermostats. Car Hydro veut que nous achetions sa production faute de pouvoir la vendre à l'extérieur. Je déteste voir ma deuxième voisine gaspiller notre électricité avec son éclairage de nuit et ses décorations de Noël, d'Halloween, de Pâques et des fêtes nationales. Je crois qu'elle a le profil de la cliente type d'Hydro-Québec. « Au diable l'écologie. » Je ne veux pas qu'on me refille une taxe déguisée sous forme de tarif. Hydro vous ment quand elle déclare que l'impact d'augmentation pour une maison moyenne sera de \$3.64 / mois. Budgetez plutôt \$11,48 / mois. Hydro constate que sa clientèle (nous) est de moins en moins satisfaite de ses actions.

C'est une société productrice d'électricité qui veut qu'on achète son produit et qu'on arrête de l'acheter quand elle peut le vendre ailleurs. C'est bien là le problème !

Démocratie en action



Crédit : Emilie Sarah Caravecchia

Assemblée extraordinaire du 27 septembre



Crédit : Emilie Sarah Caravecchia

Le nerf de la guerre

François Geoffroy, Littérature

Depuis bientôt un demi-siècle, les chantres du capitalisme ont réussi ce pari discutable : nous faire croire que ce système, et tout ce qui le constitue, est le seul aboutissement possible de l'histoire humaine. À une époque où ses conséquences sont plus désastreuses que jamais, tant sur le plan social qu'environnemental, nous ne pouvons évidemment plus accepter cette prémisse. Mais comment commencer à déconstruire l'édifice ? Quelles brèches s'offrent à nous ? Depuis la crise de 2008, des initiatives citoyennes essaient un peu partout autour du désir de répondre à cette question. Parmi les outils qu'elles se donnent, une vieille idée qui a connu ses premières incarnations pendant une autre crise, celle de 1929 : créer, localement, sa propre monnaie.

Qu'est-ce que la monnaie ?

Fondamentalement, la monnaie est une mesure de confiance. Au fond, la seule raison pour laquelle nous acceptons d'être payés en dollars canadiens, c'est parce que nous savons qu'ils seront acceptés partout. Autrement dit, pour reprendre les mots de David Graber, « une monnaie, ce n'est pas une mesure de la valeur d'un objet, mais une mesure de notre confiance en d'autres humains.¹ »



Crédit : François Geoffroy

À une époque où les communautés étaient plus autosuffisantes, la très grande majorité des échanges se faisaient d'ailleurs sans argent, sur la base de reconnaissance de services rendus : tu m'as gratté le dos, je m'engage à te rendre la pareille quand tu en auras besoin. Les monnaies ont émergé dans des contextes impérialistes (la sesterce romaine est l'exemple par excellence), alors qu'on a senti le besoin de créer des instruments d'échange permettant de faire affaire avec ces soldats de passage, inconnus violents et peu recommandables². La monnaie permettait alors des transactions impersonnelles, qu'on pourrait résumer à « je ne te confierais jamais mon chien, mais César me dit qu'il se porte garant de me dédommager pour ce que je te donne ». La confiance en son voisin pouvait dès lors être transposée sur un souverain

lointain, invisible. D'un même geste, l'essor des monnaies a donc fragilisé les communautés – en enlevant cette interdépendance (« moi, tant qu'on me paie... ») – et a renforcé le pouvoir du monarque dont dépendait en dernier recours cette nouvelle mesure de richesse.

Transformer la monnaie...

Redonner à la monnaie son historicité, et son statut d'outil, c'est reconnaître qu'elle n'a pas toujours existé, mais surtout qu'elle n'a pas toujours existé selon les formes qu'on lui connaît aujourd'hui. Autrement dit, qu'elle est modifiable. Dès lors, pourquoi accepterions-nous cet outil qui définit une large part de nos échanges commerciaux (et parfois humains) sans prendre le temps de réfléchir aux valeurs qu'il sous-tend ? La monnaie impose ses règles à tous ceux qui l'utilisent et ces règles, on les a déterminées sans jamais nous consulter. Dans sa forme actuelle, la monnaie est un outil qui n'a strictement rien de démocratique. Heureusement, des alternatives existent.

À Québec, en 2002, le réseau des Accorderies a été créé. Depuis, des milliers d'accordeurs, au Québec et en France, s'échangent des services entre eux en utilisant une monnaie-temps (l'Heure Accorderie) qui part d'un principe radicalement égalitaire : une heure de mon temps vaut une

1 Graber, David, *Debt : The First 5000 Years*, New York, Melville House publishing, 2011

2 *Id.*

heure de ton temps, peu importe nos qualifications ou la difficulté de la tâche à accomplir. À Toulouse, en 2011, la mairie a lancé le projet du Sol Violette, une monnaie échangeable uniquement sur le territoire de la municipalité. L'objectif : favoriser l'économie locale, mais surtout l'économie écologique et solidaire ; tous les commerçants qui acceptent le Sol s'engagent à respecter une charte des valeurs, et chaque euro échangé contre un Sol est placé dans un compte servant à financer des entreprises d'économie sociale. Au Brésil, depuis 1998, la Banque Palmas, une banque communautaire (parce que oui, une telle chose est possible), accorde des prêts à la consommation en monnaie locale. Payer en palmas, c'est nécessairement encourager les commerces du réseau puisqu'on sait qu'une monnaie locale circule en moyenne deux fois plus qu'une monnaie traditionnelle, générant par conséquent deux fois plus d'activité économique.³ C'est aussi recevoir un rabais sur ses achats pouvant aller

jusqu'à 15%. Tu me grattes le dos, je te gratte le tien...

Aujourd'hui, les projets sont trop nombreux pour être tous nommés : la livre de Bristol, les Ithaca Hours, la Pêche de Montreuil, sans parler du Wir, une monnaie suisse limitée à un réseau de commerçants, qui a eu un impact significatif dans la résilience du pays face aux dernières crises. Les initiatives mondiales se comptent par milliers. Au Québec, cinq monnaies sont présentement à différents stades de développement, en Gaspésie, à Québec, à Sherbrooke, dans les Laurentides et à Montréal.

... pour la redéfinir à notre façon

Malgré l'étonnante diversité de leur fonctionnement, la plupart de ces monnaies ont deux points en commun. Le premier, réfléchir à des façons de faire en sorte que les échanges économiques soient véritablement générateurs de richesse, que ce soit sur le plan humain, social ou environnemental. Le deuxième, redonner aux citoyens un rôle à jouer dans le fonctionnement de l'économie. Car la presque totalité de ces monnaies sont des monnaies citoyennes, c'est-à-dire que leur fonctionnement est déterminé par

des assemblées ouvertes où toutes et tous peuvent participer aux prises de décision.

À une époque où nos démocraties sont complètement gangrenées par des prétendus « impératifs économiques », reprendre le contrôle des moyens d'échange m'apparaît essentiel. Depuis 2012, au Québec, quantité de gens se mobilisent pour définir de nouvelles façons de vivre ensemble. Il y a eu les assemblées de quartier, qui ont essaimé un peu partout à l'époque ; aujourd'hui, le RAM (Réseau d'action municipale) tente de reprendre le flambeau en investissant la scène municipale, partout dans la province, pour y réclamer une démocratie participative à grande échelle. Ailleurs dans le monde, des centaines de villages et de villes en transition ont décidé de mettre sur pied des initiatives locales pour redonner le pouvoir aux citoyens. Le mouvement des monnaies locales participe de ces luttes nouvelles qui sont en voie de redéfinir le sens de la vie citoyenne au 21^e siècle.

Parce qu'il est vachement temps qu'on s'y mette.

3 Josep Lluís de la Rosa et James Stodder, « On velocity in several complementary currencies », 2013, http://www.iss.nl/fileadmin/ASSETS/iss/Research_and_projects/Conferences/CCS_June_2013/Papers/Josep_Lluís_de_la_Rosa.pdf



En route vers le colloque

**AGIR POUR LES FEMMES EN
SITUATION DE VULNÉRABILITÉ**

25 janvier 2017

Commission canadienne pour l'UNESCO

Mirco Plante, Biologie

J'ai eu l'honneur de participer à la 56^e Assemblée générale annuelle de la Commission canadienne pour l'UNESCO (CCU), qui se déroulait en avril dernier à Winnipeg, dans le magnifique Musée canadien des droits de la personne, que les participants ont d'ailleurs eu l'opportunité de visiter.¹ Le thème de l'assemblée cette année était : Bâtir un avenir durable : citoyens du monde du 21^e siècle. À noter qu'en parallèle de l'assemblée, se déroulait également la Conférence nationale du Réseau des écoles associées de l'UNESCO.²

Déléguées du Canada et du Québec

Les différents délégués se sont relayés au début de l'assemblée pour nous présenter les différents enjeux à l'UNESCO. La déléguée du Canada, Élane Ayotte a confirmé un changement important de vision et de participation du Canada à l'UNESCO, en lien avec l'élection du nouveau gouvernement canadien : « Canada is back at the UNESCO table ». Plusieurs thèmes préoccupent le Canada, dont le terrorisme, les changements climatiques (soulignant du coup la signature de l'accord de Paris sur les changements climatiques) ainsi que la présence des langues officielles à l'UNESCO (l'anglais est souvent utilisé au détriment



Crédit : Mirco Plante

des autres langues). La déléguée du Québec, Line Beauchamp, a souligné d'une part le récent décès de l'ex-syndicaliste et délégué du Canada, Yvon Charbonneau, d'autre part l'excellente collaboration qu'elle a entretenue avec la présente déléguée du Canada.

Représentation de la communauté autochtone

Comme à chaque ouverture d'assemblée générale de la CCU, un représentant de la communauté autochtone locale, cette année le grand chef Fred Kelly de la nation des Anishinaabe, nous souhaite la bienvenue sur leur territoire et dans sa communauté, tout en nous exposant certains aspects et valeurs de la culture autochtone. Notons du

coup la réélection de Mme Danika Billie Littlechild, pour un second mandat, au poste de vice-présidente de la commission canadienne pour l'UNESCO. Madame Littlechild, de la nation crie Ermineskin en Alberta, est avocate de formation dans le secteur des droits des peuples autochtones. La réalisatrice Manon Barbeau³ nous présente pour sa part le projet de Wapikoni Mobile⁴ : un studio de formation et de création audiovisuelle des premières nations. Depuis 2004, cet organisme a favorisé la participation de 3 900 Autochtones et généré 900 courts métrages ainsi que 500 œuvres musicales, ayant remporté 119 prix et mentions à travers le monde (Samian qui s'illustre dans le domaine de la chanson est issu de la Wapikoni mobile). Devoir de mémoire sociale obligeant, j'ai eu le privilège de visiter la tombe de Louis Riel, fondateur de la province du Manitoba et militant des droits et culture métis, pendu pour trahison à la nation suite de son procès controversé.

Éducation à la Citoyenneté Mondiale et au Développement Durable:

Mme Soo-Hyang Choi (directrice de la Division pour l'inclusion, la paix et le développement durable à

1 www.droitsdelapersonne.ca

2 www.unesco.org/new/fr/education/networks/global-networks/aspnet

3 Elle a notamment réalisé le documentaire Les enfants de refus global, 1998

4 www.wapikoni.ca

L'UNESCO) a discuté en ouverture d'assemblée du concept d'éducation à la citoyenneté mondiale, issue de l'agenda 2030 des Nations Unies (adopté en septembre 2015) :

L'Éducation à la citoyenneté mondiale (ECM) a pour objet de donner aux apprenants les moyens d'assumer un rôle actif pour affronter et résoudre les défis mondiaux et apporter une contribution active à la mise en place d'un monde plus paisible, plus tolérant, plus inclusif et plus sûr.

Pourtant, en ce qui a trait à la conception de la citoyenneté globale, une question demeure entière : comment promouvoir l'universalité tout en respectant la singularité ? L'Éducation à la Citoyenneté Globale est en lien étroit avec l'Éducation au Développement Durable, et rappelle « la nécessité de favoriser l'acquisition des connaissances, des compétences, des valeurs, des attitudes et des comportements permettant aux individus de prendre des décisions éclairées et d'assumer un rôle actif aux niveaux local, national et mondial. »



Grand Chef Fred Kelly / Crédit : Mirco Plante

J'ai eu la chance de participer à une table ronde sur le développement durable, présidée par Mme Louise Vandelac, directrice de l'Institut des Sciences de l'Environnement de l'UQAM et présidente de la commission sectorielle des sciences humaines, sociales et naturelles à la CCU. Devant les défis globaux de l'humanité (conflit, pauvreté, changement climatique, inégalité, injustice, etc.), des solutions globales

doivent être mises de l'avant.

Education is about more than literacy and numeracy. It is also about citizenry. Education must fully assume its essential role in helping people to forge more just, peaceful and tolerant societies⁵.

5 Ban Ki-Moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, 2012.



Tout ce qui frémit

François Rioux, Littérature

Il y a des fleurs, sur le trottoir, de l'autre côté de la rue. C'est en hommage à la cycliste qui est morte hier, frappée par un camion qui ne l'avait pas vue ; le chauffeur, nous assure le journal, n'a pas été blessé¹. Elle avait vingt-quatre ans.

Je rentrais, je venais de donner mon premier cours, les premiers cours c'est plaisant : la session un projet, pas encore de notes ni d'échecs. Les policiers bloquaient les rues, une couverture rouge cachait le corps gisant sur l'asphalte, j'ai dû faire le tour de la pharmacie pour entrer chez moi.

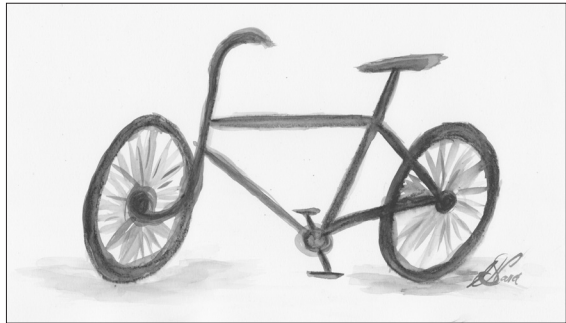
Dans le courrier il y avait une lettre de la Régie des rentes, à propos de ma retraite. C'est dans trente ans, peut-être moins, je ne sais pas, je verrai plus tard. J'ai le temps de vivre les vingt-quatre ans de la femme. Je me suis fait un drink.

Il y a beaucoup de fleurs, on aimait cette femme. J'imagine que les enragés du volant, les enragés tout court² en fait, vont se faire aller dans les commentaires, crachant sur tout ce qui bouge — ou ne bouge plus —, s'enivrant de leurs propres mots³, fiers de leurs privilèges, ne serait-ce que celui de vivre.

Bientôt on installera un vélo fantôme, un autre vélo tout blanc pour rappeler où une autre cycliste a péri. Au-delà des considérations sociales, il sera pour moi un quotidien *memento mori*.



Crédit : Mathieu Poirier



1 Le journal a aussi cru nécessaire de préciser qu'elle ne portait pas de casque. Parce qu'un casque, c'est connu, protège des camions de plusieurs tonnes, du cancer, de Donald Trump et des maladies honteuses. Parce que c'est évidemment la faute de la cycliste. *Vae victis*, malheur aux vaincus, disaient les Celtes aux Romains après le sac de leur ville, vous êtes à notre merci. À présent c'est : malheur aux victimes (d'accidents, de viol, de la police) ; honte à vous, c'est vous les coupables mes hosties, vous êtes des obstacles sur la route des champions.

2 Les végétariens connaissent cela s'ils fréquentent les internettes : les mangeurs de viande savent, comme les automobilistes, que leurs us sont moins sains, moins écolos, moins éthiques, et certains montrent les dents si on évoque d'autres façons de vivre. Or comme les fumeurs, les buveurs, les mangeurs de swill, ils ont le droit de faire ce qui est moins sain. Reste que certains s'en prennent aux végétariens, aux cyclistes comme s'ils craignaient que ne leur soit retiré le droit de faire vroom vroom ou de manger un steak. Ça va arriver ; un jour, quand tout sera rare, seuls les puissants auront accès à ces privilèges.

3 On me traitera de poète, mais justement, comme poète, c'est surtout au gin que je me saoule, pas avec les mots. Avec les mots je m'efforce de mieux saisir le réel, de comprendre tout ce qui frémit, ce faisant je ne veux pas oublier que cette chose gênante pour l'humeur et la circulation est un corps qui vibrait, aimait, souffrait.

PARTY DE FIN D'ANNÉE

BLOCK PARTY !



Crédit : Emilie Sarah Caravecchia

ORGANISÉ PAR UN COMITÉ DU DÉPARTEMENT DE LANGUES MODERNES



Crédit : Emilie Sarah Caravecchia

Old Boys' Club

Julie Demanche, Littérature

Un peu avant la fin de la session d'hiver 2016, j'ai acheté *Blonde* de Joyce Carol Oates à la suite des nombreux encouragements de mon *best*. Les vacances arrivées, les quelques mille-cent pages trônaient toujours dans ma bibliothèque et il aura fallu que je voie l'épisode des *Mad Men* où on fait allusion à la mort de Marilyn Monroe pour que l'envie me prenne de finalement entamer la brique. Je n'ai pas tout de suite aimé *Mad Men*, je dois l'avouer. J'ai pu d'emblée reconnaître que la réalisation était impeccable, la reconstitution historique remarquable et le jeu des comédiens très juste, mais, comment dire, j'étais mal à l'aise sans trop savoir pourquoi et c'était plus dans un intérêt disons, pédagogique, que je persévérais sur la chose. Après quelques épisodes, j'ai compris que mon malaise venait de la misogynie¹ — condamnée, acceptée et reconduite — omniprésente de la série et de cette époque, mais surtout parce que je me reconnaissais dans plusieurs des enjeux vécus par les personnages féminins dans leur milieu de travail et de leur vie privée tant sur le plan familial, relationnel que sentimental.

Ma vie est remplie de belles coïncidences littéraires. J'entamais cette première lecture de vacances

l'été où j'allais moi-même avoir 36 ans, âge où est décédée de surdose et dans des conditions encore un peu floues Marilyn. Plutôt que d'y trouver un quelconque présage funeste, j'y ai vu l'occasion d'embrasser encore plus ma propre féminité et de l'explorer sous toutes ses facettes. Si j'avais su que la mère de Marilyn avait été internée très tôt et pour le restant de ses jours, je me serais intéressée de plus près à cette icône. Les résonnances à mon enfance et à mon « devenir femme » ont effectivement été nombreuses. Hasard ou pas, il s'avère que j'ai aussi lu *Putain* de Nelly Arcan, cet été, une autre femme qui s'est suicidée à l'âge de 36 ans. J'ai lu cette œuvre à petites doses seulement, que quelques pages par jour, tellement je trouvais ça violent et insupportable. C'était ma lecture pendant un temps à la piscine et, parmi tous ces corps féminins offerts et bronzés auxquels j'ai été conditionnée à me comparer impitoyablement, je ne pouvais que me reconnaître et penser aussi à Marilyn. Ces deux femmes, obsédées jusqu'à la fin par leur apparence et la validation dans le regard de l'autre par crainte, entre autres — parce que c'est toujours et tellement plus que ça — de voir un jour se superposer à leur reflet l'image de leur mère malade, auront été toute leur vie les premières à nourrir et à reconduire constamment cette violence faite à soi et au féminin...

Ça fait quelques temps déjà que j'ai envie d'écrire sur les classes à forte tendance homogène. Je ne sais jamais pourtant trop comment m'y prendre et quel ton adopter en tant qu'enseignante, mais surtout en tant que femme, parce que oui, être une femme est une donnée définitivement importante qui fait une différence dans ces univers qui peuvent être presque essentiellement masculins. Tenons-nous-le pour dit, ces groupes regorgent d'excellents étudiants ; ils sont travaillants, polis, disciplinés et qui plus est, très gentils. Bref, ils ont tout pour qu'en classe cela se passe comme sur des roulettes, seulement... En première année surtout, il peut se passer quelque chose d'étrange que j'appellerais « l'effet vestiaire sportif masculin après un match ». Lors d'un événement social au cégep, je me suis retrouvée à raconter à un collègue une situation particulière vécue avec l'un de ces groupes à mon dernier cours magistral de la session : alors qu'il ne me restait que quelques mots à prononcer concernant ma grille de correction pour les exposés oraux, un étudiant s'était soudainement levé pour baisser son pantalon et replacer, sous les yeux de tous, et le plus naturellement et naïvement du monde, ses boxeurs. C'était décevant parce que cet étudiant avait bien compris Sarraute et pendant les ateliers sur *L'Usage de la parole*, il avait dit les choses les plus brillantes

1 De mon *best* : « Logique de l'homme désirant devant la femme désirée et désirable. »

que j'avais entendues de la part d'un élève depuis que je mettais cette œuvre au programme. Le prof avec qui je discutais est revenu à la charge quelques fois pendant cette soirée pour que je lui donne le nom de l'étudiant afin qu'il puisse « lui parler » ; il lui enseignait dans un cours programme. Même si l'intention était très courtoise, j'ai refusé de le faire. Il y avait, en effet, là quelque chose de pernicieux dans ce dialogue d'homme à homme parce qu'au final, les paroles et l'autorité de la femme s'avèreront caduques. Ces étudiants reproduisent également ce comportement sexiste de type « ordinaire ». Plus tôt en session, j'avais fait « une sortie » à ce même groupe parce que j'en avais assez de leurs blagues et commentaires de vestiaire qui ralentissaient souvent le rythme de mes séances. À la fin du cours, le plus âgé et grand d'entre eux était venu me voir pour me dire qu'il pouvait « leur parler, si je le voulais ». J'avais déjà eu ce genre de proposition, c'était la session où j'enseignais juste à côté d'une collègue qui avait un groupe tellement bruyant que ça s'entendait à en faire pratiquement trembler les murs de ma classe. Mon étudiant voulait parler à ses pairs pour qu'ils se calment. (Et ça c'était calmé, ma consœur avait dû, comme j'aurais moi-même à le faire plus tard, prendre certaines mesures plus officielles...)

J'ai déjà discuté de ces petits problèmes avec mon collègue Jean-Philippe Martel : « – Je sais pas vraiment quoi te dire Julie. Moi j'en ai pas de problème avec ces classes



Crédit : Julie Demanche

homogènes. – C'est sûr. T'es un homme. » Quelques jours après cet échange, j'ai probablement fait le rêve le plus inusité de ma carrière d'enseignante. Ce n'était pas clairement défini, mais c'était l'été je crois parce que j'enseignais Littérature québécoise dans le même local de l'aile A où j'avais enseigné à la session d'été 2015. Ça n'avait pas tellement d'importance de toute façon, parce que l'élément marquant du rêve était que j'étais nul autre que ledit collègue Jean-Philippe. Je trouvais que c'était le meilleur cours que j'avais donné à vie ; je me sentais fort et en contrôle, j'étais en parfaite maîtrise de la situation et de ma matière. Toutefois, pendant le périple du retour vers mon bureau où je sentais qu'on me respectait et me craignait (oui, vous avez compris, je le respecte autant que je le crains, dans un rapport complexé à la figure de l'intellectuel que j'associe moi-même évidemment à un homme), je me sentais seul, j'éprouvais beaucoup trop d'ennui pour être honnête et, fait encore plus particulier, je me cherchais, moi, Julie Demanche. En

étant pleinement conscient que c'était elle mon véritable « moi », je voulais redevenir elle.

Je médite toujours sur ces « rêves d'enseignement » parce qu'ils m'aident, à leur manière, dans ma vie d'enseignante et dans ma vie en général. Je sais que j'ai de temps à autre encore aujourd'hui une pensée qui m'attriste plus qu'autre chose parce qu'elle génère beaucoup de honte et de culpabilité (encore), celle de vouloir être un homme. Même enfant, j'avais ce souhait. Je voulais être forte et solide comme un homme et je pensais que ma vie serait plus facile si j'étais un homme... Je ne souhaite pas être un homme au fond, ni dans ma classe ni nulle part ailleurs. Et puis c'est quoi la « force », la « solidité » et le « contrôle », des « qualités » que je crois n'être que masculines ? Ne devrais-je pas plutôt prendre tout ça avec plus de légèreté plutôt que de complexifier par le discours moi-même la chose en rendant le tout un peu trop sérieux ? Si Julie Demanche est devenue la femme qu'elle est aujourd'hui, c'est parce qu'elle est courageuse, sensible et perspicace, elle a l'intelligence du cœur de son côté. Comme les deux personnages principaux d'un de ses romans préférés, c'est une « désespérée qui ne se découragera jamais ». Pour ma trente-sixième année, je dois travailler à créer cet espace où Julie Demanche peut exister sans qu'elle ne soit la première à reconduire, par de constants complexes et d'inutiles comparaisons et autocondamnations, la logique misogyne et sexiste de notre *Mad Men's world*.

Bilan du comité exécutif 2015-2016

Sébastien Manka, Josée Chevalier, Josiane Nadeau, Yves Bégin et Emilie Sarah Caravecchia

INTRODUCTION

Quelle année syndicale et solidaire pour notre syndicat ! Un bilan d'une année ponctuée par autant de mobilisation, de participation, d'actions de toutes sortes sera pour le moins coloré. Notre première AG ? Le vote de grève extrêmement clair donnait le ton. Dans un contexte de négociation de nos conventions collectives et de lutte à l'austérité, Montmorency peut sortir la tête haute, et ce, même si nous n'avons pas jugé les résultats suffisants. Pour ce qui est de la situation au collège, force est de constater que rien ne s'est magiquement réglé pendant nos mobilisations. Le Collège, par ses agissements toujours aussi cavaliers et par sa notion de consultation quelque peu déficiente, sème une démobilisation passive. C'est palpable. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, sans surprise, nous ne ferons pas, ici, un bilan de la négociation ; nous laissons ce travail au comité élu¹, ce bilan en sera plutôt un du survol de nos activités syndicales.

Cette année, le comité exécutif était formé de Sébastien Manka à la présidence, Yves Bégin comme responsable à l'application de la convention collective, Josée Chevalier au secrétariat, Josiane Nadeau à la trésorerie et Emilie Sarah

Caravecchia à titre de responsable de l'information. Comme toujours, nous avons pu compter sur votre appui, vous les membres du syndicat, que ce soit sur les piquets de grève, à notre local, au sein des différents comités, dans nos assemblées générales, au gré des jours et contre vents et marées ! Chaque fois que la situation l'exige, vous répondez à l'appel et vous nous donnez l'énergie pour travailler encore plus fort. Merci pour cela ! Vous êtes responsables de la fierté qui nous habite d'appartenir à notre syndicat.

Nous voici donc au terme de cette aventure, voici le bilan que nous faisons de cette année 2015-2016 qui s'achève.

I- INSTANCES NATIONALES

Les regroupements cégep

Cette instance qui se réunit généralement environ une fois par mois rassemble tous les délégués-es des cégeps publics membres de notre fédération, la FNEEQ (Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec). Cette année, le regroupement cégep s'est rencontré 13 fois. La négociation de la convention collective a été au cœur de la majorité des débats en instances. Comme nous étions en Front commun pour négocier la convention collective, les professeurs-es de cégep ont formé l'Alliance des professeurs

et professeurs de cégep (ASPPC) qui s'est rencontrée sept fois. Pour des raisons d'urgence, il y a aussi eu deux regroupements téléphoniques.

Le Rapport Demers, le comité Rouiller et le projet de loi 70 ont aussi alimenté bien des débats et seront assurément toujours autant d'actualité l'an prochain.

Le conseil fédéral de la FNEEQ

Le conseil fédéral est l'instance qui réunit les délégations des syndicats de la FNEEQ entre les congrès. Il se réunit deux fois par année, sauf pour les années de congrès. Le conseil fédéral contribue au développement de l'orientation et des grandes lignes des politiques de la fédération, dans le cadre des décisions prises en congrès. Chaque syndicat a droit à un nombre de personnes déléguées officielles selon les proportions stipulées aux statuts et règlements de la fédération. Cette année, ils ont eu lieu en novembre 2015 et en mai 2016. En plus des questions de solidarité, d'appui aux syndicats en conflit et des finances, le conseil fédéral de novembre a appuyé le mouvement citoyen « Je protège mon école publique » et s'est positionné quant à la réaction à adopter en cas de décret : la résistance. Il a aussi été question des dossiers à caractères sexuels dans le milieu de l'éducation, de la situation des élèves handicapés

¹ Bilan adopté en Assemblée générale extraordinaire, le 27 septembre 2016.

ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (EHDAA) ainsi que des étudiantes et d'étudiants en situation de handicap (EESH.) Le conseil fédéral de mai a permis de donner un appui au Syndicat des professeures et professeurs du cégep de Lévis-Lauzon qui subit des attaques anti syndicales primaires. Le Conseil fédéral s'est aussi penché sur la préparation des états généraux en enseignement supérieur et sur le Forum mondial social 2016 se déroulant à Montréal du 10 au 14 août 2016. De plus, à la lumière de la distance idéologique de vision sur l'éducation qui nous sépare du gouvernement libéral, nous avons adopté un plan d'action visant à arrêter la tentative de réorientation de la mission de l'État – pour ne pas dire le saccage du système d'éducation. Aussi, les projets de loi 70 et 86 demeurent à surveiller et sont visés par le plan d'action. Enfin, le Comité école et société a fait une présentation sur le modèle dual allemand. Nous pourrions vous en faire le rapport en assemblée.

Le congrès CCMM

Le congrès est l'instance souveraine du Conseil central du Montréal métropolitain (CCMM). Il détermine l'orientation et les lignes générales des politiques du CCMM. C'est au congrès que sont élus les membres du comité exécutif, du conseil syndical et des différents comités. Chaque syndicat a droit à un nombre de personnes déléguées officielles, déterminé selon les proportions définies aux statuts et règlements. Le congrès a les pouvoirs

les plus étendus : il peut prendre toute décision et donner toute directive concernant la bonne marche du CCMM. Le congrès se déroule à tous les trois ans, habituellement à la fin du printemps. Cette année, le congrès a eu lieu à Montréal du 6 au 10 juin 2016 sous le thème « Luttés sociales engagement central ». On s'y est notamment engagé à poursuivre la lutte à l'austérité, à protéger le milieu culturel, à militer pour le maintien du réseau des services de garde, à s'engager dans la lutte pour une hausse du salaire minimum à 15 \$ et finalement à maintenir le soutien aux personnes réfugiées. Félicitations à Madeleine Ferland qui a été réélue responsable du Front de lutte « Éducatifs ».



Credit : Karine L'Ecuyer

Le conseil central du Montréal métropolitain (CCMM)

Cette instance régionale de la Confédération des syndicats

nationaux (CSN) regroupe tous les syndicats affiliés à la centrale situés à Montréal, à Laval, au Nunavik et à la Baie James. Le Conseil central du Montréal métropolitain (CCMM) assure un regard régional sur les différents dossiers que porte la CSN. Le SEECM élit chaque année trois délégués-es qui l'y représentent : Carole Morache, Virginie L'Hérault et Karine L'Ecuyer étaient nos déléguées élues cette année et Madeleine Ferland était responsable du front de lutte Éducation. L'assemblée générale est mensuelle, mais l'automne dernier, les membres ont choisi de plutôt se réunir aux deux semaines pour ajouter mensuellement une assemblée portant plus particulièrement sur les actions contre l'austérité. Le CCMM est aussi l'instance de la CSN responsable des mobilisations. Nous y rencontrons donc divers syndicats en lutte, que ce soit pour le renouvellement de leur convention collective (ex. : profs de l'UQAM), pour la défense de leur institution ou d'enjeux de condition de travail (ex : santé et sécurité). Des conférenciers y sont invités pour appuyer les réflexions (IRIS, Table de concertation de Laval en condition féminine, etc.) Nous y avons débattu largement de mobilisation dans le cadre de la négociation du Front commun, de lutte à l'austérité et aux paradis fiscaux, de sauvegarde du réseau d'éducation, nous avons parlé des états généraux du syndicalisme, préparé le 36e congrès (du 6 au 10 juin 2016)... Et nous avons occupé des banques, perturbé des allocutions de ministres, déployé des bannières,

manifesté, joint le mouvement pour un salaire minimum à 15\$ l'heure... !

II. INSTANCES LOCALES

Le conseil d'administration (CA)

Le CA est composé de 17 membres et le corps professoral y a deux représentants-es. Le mandat du CA est d'adopter les plans de travail des directions et de traiter de différents dossiers qui ont trait à la gestion et à l'administration du collège.

Cette année, le CA a notamment adopté une résolution sur un projet d'agrandissement des blocs B et C ; il a également adopté une politique sur la conduite responsable en recherche ; il a approuvé la demande d'une hausse du devis pédagogique au ministère l'augmentant à 7200 étudiants-es ; a aussi signé un bail avec les Galeries Laval afin d'y offrir la majorité des cours de la formation continue.

Le 15 mars, les représentantes des professeurs-es ont déposé une pétition signée par 410 professeurs-es dénonçant les coupes dans les ressources dédiées à l'aide à l'enseignement. C'est avec beaucoup de froideur que celle-ci fut reçue.

Le 26 avril, et ce sans résolution ou débat préalable, le CA a formé un comité pour approuver le projet du Bureau de l'ombudsman afin d'adopter celui-ci en juin 2016. Les représentants-es des professeurs-es, des professionnels-les et des employés-es de soutien ont tous vivement dénoncé le manque de consultation, le délai beaucoup trop court et ont questionné ces

procédures. L'ambiance est d'ailleurs loin d'être à la collégialité et à la confiance au sein de cette instance majeure. Nous y déplorons le climat tant lors de la tenue des conseils qu'à l'extérieur de ceux-ci. En effet, il nous apparaît plus qu'inacceptable que les représentants-es des différents corps d'emploi aient été convoqués par le président du CA et par le Directeur général pour une rencontre durant laquelle ils et elles se sont fait rappelés à l'ordre et expliquer leur « rôle » d'une manière inadéquate.

La commission des études (CÉ)

La CÉ est chargée de donner son avis sur tout ce qui concerne la pédagogie et de faire des recommandations au CA. Elle est composée de 19 membres, dont 11 professeurs-es représentant les programmes. La CÉ traite d'abord des affaires courantes telles l'évaluation, l'élaboration et la révision des programmes, le calendrier scolaire, la révision de l'offre de cours complémentaires et les journées pédagogiques. Cette année, les membres ne se sont pas réunis souvent, boycotts obligent. Malgré cela nous avons eu trois rencontres. Outre les dossiers courants, il a été question du projet de loi 70, de l'adéquation formation-emploi et de la formation générale à la formation continue.

Le comité des relations de travail (CRT)

Le comité des relations de travail est le forum officiel de discussion entre le Syndicat et le Collège sur toutes les questions relatives aux

conditions de travail et à l'application de la convention collective. Sept professeurs, dont deux membres de l'exécutif et cinq représentants d'une variété de départements et de programmes, siègent sur ce comité.

La fréquentation

En termes de fréquentation, au 20 septembre, le Collège comptait 7 238 étudiants inscrits, soit 297 de plus qu'à pareille date l'an dernier.

Les postes, les permanences et les retraites

Au mois d'octobre, 62 postes étaient disponibles (34 ouverts en mai 2015, 28 autres en septembre). Ces postes ont permis à 44 professeurs d'acquérir la permanence, dont deux grâce à l'intervention du Syndicat. Au cours de l'année, 18 professeurs ont pris leur retraite et dix ont donné leur démission.

Le projet de répartition

Les discussions sur le projet de répartition pour l'année 2016-2017 se sont faites dans un contexte bien particulier considérant le départ surprise de M. Denis Fournier à la fin du mois de février. Après trois semaines de discussions au mois d'avril, il n'a pas été possible de s'entendre sur la répartition des ressources. Nous devons toutefois noter une amélioration notable dans la présentation du projet – plus de transparence – et le fait que la partie patronale ait accepté d'inscrire l'ensemble des ressources provenant de la sous-embauche des années antérieures (11,27 ETC) dans les

ressources disponibles pour l'année 2016-2017. Malheureusement, cette sous-embauche n'est pas réellement réinjectée en totalité, le Collège se conservant encore une fois une réserve (1,13 ETC) à même la sous-embauche. De plus, le Collège répartit les ressources de la sous-embauche à 60 % au volet 1 alors qu'elle provient à plus de 95 % d'une sous-utilisation de ce volet. Autrement dit, on ampute le volet enseignement pour financer le volet coordination. De plus, le Collège prend à nouveau cette année 2 ETC à même les ressources à l'enseignement pour combler la suppléance, alors que nous pensons que cela devrait être imputé aux coûts de convention. Enfin, le Collège garde une réserve de 15,49 ETC pour pallier aux imprévus de l'année 2016-2017 (en plus du 1,13 ETC de la sous-embauche, pour un total de 16,62 ETC). Nous avons déploré à nouveau cette année l'ampleur de cette réserve et le Collège a déclaré être d'accord pour la ramener dans des proportions plus modestes dans les années à venir. Pour l'année 2016-2017, l'Administration souhaite jouer de prudence compte tenu des paramètres de la nouvelle convention collective. Il est vrai qu'il reste plusieurs inconnus à ce jour : comment seront utilisées les ressources pour les étudiantes et étudiants en situation de handicap et celles réallouées pour créer des charges à la Formation continue? Quels seront les impacts des modifications aux paramètres de la Charge individuelle de travail (CI), notamment la réduction des ressources allouées au facteur PES

(période-étudiants-semaines) et la CI maximale à 85 unités / année ?

Les litiges et les griefs

Le Syndicat a déposé 31 griefs au cours de l'année 2015-2016. Fait notable, un professeur a été congédié. Ce congédiement est présentement contesté en arbitrage et devrait connaître son dénouement au cours de l'année 2016-2017. Le Syndicat a aussi réglé des griefs qui étaient restés en suspens dans les dernières années, le plus ancien étant associé à des faits remontant à 2013.

Les interventions

Comme à chaque année, la température excessive dans certains locaux (notamment la palestre) a été discutée. Nous avons dénoncé les coupures dans le soutien à l'enseignement (techniciens en travaux pratiques et de laboratoire, tuteurs) et souligné la lourdeur de la tâche occasionnée par l'encadrement des étudiantes et étudiants en situation de handicap. Nous avons questionné le fait que trois professeurs effectuant une partie de leur tâche dans les bureaux du Service d'aide aux étudiants ont dû signer un code d'éthique, et signalé que le Syndicat n'avait aucune intention d'ouvrir la porte à un tel code pour les professeurs et les professeuses. Nous avons déposé une demande de libération syndicale supplémentaire pour la session d'hiver qui a été refusée. Nous avons aussi travaillé une entente sur la scission des listes d'ancienneté du programme de Sécurité incendie et

de l'AEC de Répartiteur en centre d'appels d'urgence. Parmi les dossiers discutés et restés en suspens, notons le désir du Collège de revoir les balises entourant la gestion des contraintes à l'horaire, celui du Syndicat de discuter des procédures de remplacement (notamment la première journée) la question du refus du Collège de rembourser l'entièreté des frais pour les vêtements de sécurité des professeurs à temps partiel et le non octroi de priorité à des professeurs de la Formation continue. Enfin, souhaitons que le Collège renonce définitivement à sa volonté d'imposer des pénalités aux professeurs qui se désistent d'une charge, même si le cours n'est pas commencé ou qu'aucun contrat n'a été signé. Enfin, notons que la multiplication des convocations de professeurs par les Ressources humaines, observée l'an dernier, s'est poursuivie cette année. Une autre tendance semble être l'utilisation de la procédure disciplinaire d'urgence prévue à la convention collective dans des situations qui auraient pu bénéficier d'un traitement moins musclé...

Les assemblées générales

L'assemblée générale est l'instance suprême où se prennent les décisions et les orientations de notre syndicat local. Encore une fois, la gravité et l'importance des enjeux qui y ont été abordés cette année ont entraîné une participation massive des professeurs et professeuses, ce dont nous pouvons nous réjouir par ailleurs. En tout, 11 assemblées

générales et une assemblée extraordinaire ont ponctué cette année de négociation.

Au national, la négociation de la convention collective et la grève ont monopolisé bien des assemblées générales. Dans le cadre du plan d'action du Front commun, les professeures et professeurs du Collège Montmorency ont voté pour un plan de perturbations qui invitait à boycotter la majorité des comités paritaires sur lesquels nous siégeons, à l'exception du CRT. Puis plus de 300 professeures et professeurs se sont rassemblés le 8 septembre pour voter sur une proposition d'un mandat de grève tournante de six jours. C'est à 89,5 % soit 272 voix en faveur de la grève, que la proposition a été adoptée. C'est avec grande conviction que les professeurs-es de Montmorency ont participé à ces journées de grève et c'est avec beaucoup de déception que l'on a appris, en décembre, le report puis l'annulation des deux dernières journées de grève. Puis ont été déposées les ententes de principe à la table centrale et à la table sectorielle. Les offres salariales sont loin des demandes et une année avant de pouvoir prendre la retraite sans pénalités. Pour ce qui est de l'entente de principe à la table sectorielle, les « gains » sont minimes, la réallocation de ressources pour générer des charges à la formation continue et la CI max de 85 semblent bien peu. Les résultats de la négociation obtenues par le comité de négo de la FNEEQ et le manque de consultation et de « prise » sur les négos furent reçu avec un vif mécontentement par l'AG. Fort

des mandats obtenus en assemblée générale, le comité exécutif a inscrit sa dissidence, sur les ententes de principe, en Regroupement cégep. Lors de l'assemblée générale du 22 janvier 2016 l'entente de principe de la table centrale a été rejetée à 78,3 % et celle de la table sectorielle à 79 %.

Au local, la situation ne s'est guère améliorée. Les griefs et les convocations se multiplient. L'Administration maintient à vouloir retirer les imprimantes départementales, les consultations se font de plus en plus rares et la représentativité de l'assemblée générale et de son syndicat est toujours remise en question voire ignorée. La colère gronde dans l'assemblée générale. Nous avons aussi dénoncé le projet de loi 70 qui vise à une réforme de l'aide sociale et à une « réingénierie » de l'éducation supérieure en tentant d'appliquer plusieurs recommandations du rapport Demers et du comité Rouiller. L'État s'approprie le système Dual allemand dans le but d'en faire le système québécois. C'est avec beaucoup d'indignation que les professeures et professeurs ont dénoncé les attaques de l'Administration, du Ministère et du Gouvernement.

Les réunions des coordinations

En septembre et février, le comité exécutif a organisé une rencontre avec les coordinations départementales afin d'échanger sur les sujets qui les préoccupent et pour faire état de dossiers particuliers.

Il a été abondamment question de vie départementale, des budgets, des responsabilités et du rôle des coordinations et du Collège, des besoins non comblés en matière de locaux, des casiers installés devant des bureaux de profs, des étudiants aux besoins particuliers, des températures extrêmes dans le collège, de certains engagements problématiques à la Formation continue, des photocopieurs, de la suppression des imprimantes départementales, du manque de ressources en informatique, du roulement des cadres, etc. Au cours de l'année, les responsables des coordinations ont aussi déploré l'augmentation des demandes de reddition de compte de même que les invitations de plus en plus fréquentes de la Direction à des journées de formation, et ce très souvent à la dernière minute.

L'accueil des nouvelles enseignantes et des nouveaux enseignants

Le 15 septembre et le 16 février, le syndicat a organisé une activité d'accueil pour les nouveaux enseignants-es. Ces rencontres ont permis de faire la connaissance des nouveaux membres et de leur faire connaître les instances syndicales qui les représentent et qui défendent leurs droits. Les sujets traités portaient notamment sur les instances syndicales, l'ancienneté, l'expérience, le calcul de la CI, les priorités d'emploi, l'importance de la vie départementale et les grandes politiques institutionnelles telles que la Politique institutionnelle

de développement professionnel (PIDP) et la Politique institutionnelle d'évaluation des apprentissages (PIEA). Les deux rencontres ont été particulièrement agréables et les participants ont semblé apprécier l'activité. Notons que plusieurs étaient accompagnés d'un ou d'une collègue de leur département, ce qui a contribué au succès des deux événements.

L'intersyndical

Nous maintenons toujours d'excellentes relations avec le syndicat des employés-es de soutien et le syndicat des professionnels-les. À chaque fois que cela est possible ou nécessaire, nous travaillons ensemble pour améliorer nos conditions de travail. Naturellement, comme représentants de différents corps d'emploi, nous nous laissons le droit de ne pas être en accord, mais nous nous donnons comme mandat de sortir forts dans les causes communes. Nous nous sommes rencontrés à plusieurs reprises durant l'année, et nous espérons que ces rencontres perdureront. Nous avons eu l'occasion dans la ronde de négociation de renforcer ces liens notamment en négociant ensemble des protocoles de piquetage. Nous nous sommes mutuellement appuyés dans diverses actions et grèves. Solidarité!

III. COMITÉS

Le comité information

Il y a eu quatre parutions de L'Informo cette année. Une parution à l'automne et trois à l'hiver ; le petit

nombre des parutions de l'automne s'explique par le contexte de grève. Aussi, nous avons conservé le format des deux dernières années, cependant l'épaisseur du papier a dû être réduite étant donné l'explosion des coûts d'impression ; la privatisation du service d'imprimerie du collège ne nous permet plus de faire l'impression du journal à l'interne. Plusieurs soumissions ont été faites afin de trouver un imprimeur. À ce jour, nous envisageons modifier le format du journal pour réduire des coûts de l'impression externe : le format 7 pouces par 8,5 pouces plié que nous produisons depuis deux ans est un format irrégulier dans le domaine de l'impression ce qui augmente les manipulations et les coûts. Nous avons aussi gardé l'habitude de diffuser le journal en version électronique et téléversons chaque numéro sur le site Internet du Syndicat (seecm.org).

Des textes sur des sujets variés sont parus : l'arrivée du Subway et du Tim Hortons, la diminution des services aux étudiants, les convocations, la désolidarisation du Front commun, une histoire de négos au théâtre du Déjà Vu, le pacte fiscal, l'éthique dans le drame syrien, la poésie de François Rioux, l'offre alimentaire au collège, l'adéquation formation emploi du projet de loi 70, l'avenir du féminisme, la symbolique de la cruche, la robotisation des emplois, l'homosexualité, et plus encore...

Cette année, même si fidèles à leurs habitudes les professeures et professeurs du Département

de français et littérature ont été particulièrement prolifiques, nous sommes heureux de la participation des comités (École et société, Solidarité internationale, Comité sur l'offre alimentaire), de celle de collègues de différents départements et de la participation spéciale d'une collègue du Collège Lionel-Groulx (Isabelle Pontbriand). Nous espérons que cela stimulera le désir de prendre la plume pour de nombreux nouveaux collaborateurs l'an prochain. Un grand merci à Lise LeRoux, notre secrétaire au local, responsable de la mise en forme et gardienne de l'orthodoxie linguistique.

Notons aussi que nous avons gardé notre site internet syndical (www.seecm.org) que nous vous invitons à consulter. Vous y trouverez une foule d'informations importantes ou pratiques sur les négociations, la convention collective, la vie départementale de même qu'un calculateur de CI. Enfin, nous vous invitons à rejoindre en grand nombre notre groupe Facebook et surtout à l'alimenter de tout ce qui vous allume !

Le comité d'éducation interculturelle

Le principal mandat du comité d'éducation interculturelle cette année était de procéder à l'élaboration de la politique d'éducation interculturelle. En raison du contexte de négociation des conventions collectives, la consultation a été reportée à l'automne 2016. Son mandat est aussi de procéder à un sondage sur les caractéristiques sociodémographiques de la

population étudiante du collège Montmorency.

Le budget

La présentation du budget détaillé (rapport financier 2015-2016 et prévisions 2016-2017) a été faite lors de l'assemblée générale du 20 mai 2016. L'année s'est terminée avec un surplus de 1385 \$. Un montant de 24 000 \$ budgété en 2015-2016, sera transféré du compte courant vers le compte épargne afin de bonifier notre fonds de grève. L'ensemble des activités du SEECM sera maintenu en 2016-2017.

Le comité assurances et régime de retraite

Les 28 et 29 avril derniers a eu lieu la réunion des syndicats adhérents (RSA) à laquelle vos représentants, Sylvain St-Amour, Richard Crépeau, Guillaume Dupuy et Sébastien Manka ont assisté. La RSA est une instance de la FNEEQ et les décisions qui y sont prises concernent, entre autres, le renouvellement du contrat d'assurances collectives, les modifications importantes au contrat, le règlement de cas humanitaires, le choix de l'assureur pour ce contrat et l'utilisation des ristournes. Il faut se rappeler que La Capitale, notre assureur, est une mutuelle autogérée à laquelle notre employeur ne contribue pas. C'est une police participante. Ainsi, lorsque celle-ci génère un surplus (profit), c'est à nous qu'il revient. À l'inverse, s'il y a un manque à gagner, il faut l'assumer et revoir le financement (augmentation du coût des primes, diminution des

frais ou des couvertures). Le coût de tous les régimes d'assurances collectives est entièrement à la charge des enseignants à l'exception de l'invalidité de courte durée (assurance traitement) qui est assumée par le Collège, comme le prévoit la convention collective (85 % la première année et à 66 2/3 % la deuxième année).

Bonne nouvelle pour 2016, il n'y aura aucune augmentation. Il y a eu un ajout de remboursement de quatre services professionnels offerts par les pharmaciens. Autre dossier, les soins prodigués par un proche parent ne seront plus couverts. La RSA consulte les assemblées au moment d'écrire ces lignes afin de voir si l'assurance invalidité longue durée deviendra obligatoire pour tout professeur et professeure qui aurait obtenu quatre temps complet année chez une même employeur. Et finalement la FNEEQ a décidé de retourner sous forme de ristourne, un somme d'environ 2 975 000 \$ provenant d'un surplus en assurance-vie.

Le comité santé et sécurité au travail

Julie Lecomte a assisté à la formation qualité de l'air offerte par la CSN.

Le comité femmes

Plusieurs activités ont eu lieu au cégep grâce au comité femme. Cette année le 26e anniversaire de la tuerie de Polytechnique fut commémoré par une minute de silence tenu lors de l'assemblée générale suivant le 6 décembre. De plus, pour souligner la Journée des femmes, le comité, en partenariat avec les autres syndicats

du cégep, a participé à l'organisation d'un photomaton (les 7 et 8 mars) où les membres communauté montmorencienne (profs, étudiants-es, employés-es, professionnels-les et même membres de la Direction) ont pu affirmer les raisons pour lesquelles ils sont féministes. De très beaux moments et de très belles photos !

Aussi, lors de l'assemblée générale du 8 mars, le comité femmes a fait la lecture de la conclusion de l'essai d'Aurélien Lanctôt, *Les Libéraux n'aiment pas les femmes*.

Le comité diversité sexuelle

Dans le cadre de la Journée internationale contre l'homophobie, le SEECM et son comité diversité sexuelle ont animé un kiosque de sensibilisation. Une quantité impressionnante de macarons ont été créés avec l'appui de l'AGEM, puis distribués à la communauté montmorencienne. Cette activité a touché plus de 300 personnes.

Le comité surveillance des finances

Tel que précisé, le comité surveillance des finances s'est réuni pour vérifier, analyser et donner son aval au rapport financier et aux prévisions budgétaires de l'année à venir. Cet important travail permet ensuite au comité de recommander l'adoption de ces documents à l'AG tel que le prescrivent nos Statuts et règlements.

Le comité précarité

Ce comité ne s'est pas réuni cette année.

Le comité d'accès à l'égalité en emploi

Ce comité paritaire devait être remis sur pieds, il y a trois ans, mais aucune réunion n'a encore eu lieu. De notre côté, nos représentants ont été élus et sont prêts !

Le comité de solidarité internationale

Le comité s'est rencontré une fois et a rédigé un article pour L'Informo au sujet de la robotisation des emplois de la classe moyenne engendrée par la révolution numérique.

Le comité dons de solidarité

Un tableau de tous les dons faits en 2015-2016 sera publié dans L'Informo à la rentrée. Conformément à la politique des dons adoptée en mai 2007, 1 % des revenus du SEECM est alloué aux dons de solidarité. Cette année, le SEECM a octroyé des dons pour une valeur de 6 925 \$ à cinquante-deux organismes œuvrant dans les secteurs du travail, de l'éducation populaire et la formation, de l'action sociale et communautaire, de la condition féminine, de la presse alternative et de la solidarité internationale ainsi qu'à trois syndicats en conflit.

Le comité école et société

En cette deuxième année de fonctionnement, le comité s'est donné comme mandat de se pencher sur la « nouvelle gouvernance » du Collège. Le comité a produit un article qui a dénoncé ces changements et qui a permis de clarifier, pour les lecteurs, la nature de ces transformations

notamment au service des communications. On y a aussi dénoncé le retrait des imprimantes et cette obsession à éliminer le papier de nos vies de professeurs-es pour aller vers une réalité virtuelle qui ne saurait être l'unique voie employée, d'abord et qui ne répond pas à la réalité des besoins exprimés par les profs, surtout.

Le comité mobilisation

Le travail du comité a porté cette année sur plusieurs sujets : la grève, l'appui aux comités de négo (tables centrale et sectorielle), les relations houleuses avec l'Administration, la dénonciation des mesures d'austérité et la défense des services publics. Le comité a organisé ou mobilisé les membres pour participer entre autres aux actions et activités suivantes :

- Participation aux rencontres de la Coalition lavalloise unie contre l'austérité,
- Participation aux rencontres de Lutte commune,
- Participation à de nombreuses manifestations nationales et régionales,
- Perturbations d'événements organisés par la Direction,
- Boycott des différents comités paritaires,
- Journées de grève (29 octobre, 16-17 novembre, 9 décembre),
- Manifestation lavalloise le 29 octobre,
- Occupations pacifiques de

différents lieux à l'intérieur et à l'extérieur du Collège,

- Nombreuses productions et distributions de tracts et d'affiches,
- Participation aux chaînes humaines devant le CPE Youpi,
- Et plus encore...

Un grand merci aux militantes et aux militants qui ont répondu à ces appels !

IV. Partys

Le 5 à 7 intersyndical

Le 5 à 7 intersyndical a encore une fois connu cette année un grand succès. Ce sont les professionnels qui en assuraient l'organisation. Les membres des trois syndicats (enseignantes et enseignants, employées et employés de soutien, professionnelles et professionnels) se sont réunis en novembre pour fêter ensemble la solidarité syndicale. Plus de 200 personnes ont participé à la fête.

Le party de Noël

En décembre, c'est le Département de techniques de sécurité incendie qui a organisé le party de Noël syndical sous le thème «Noir et Blanc». Près de 300 professeures et professeurs ont fêté ensemble et dans la bonne humeur la fin de cette session d'automne mouvementée ! Merci aux organisateurs pour cette soirée très réussie !

Le party de fin d'année

En mai, des professeures et

professeurs du Département de langues modernes ont relevé le défi de l'organisation du party de fin d'année dans une ambiance de fête de quartier. Cette fois-ci, plus de deux cents personnes s'y sont inscrites. Merci de nous avoir permis de clore cette année mouvementée dans la joie et l'amitié.

CONCLUSION

Le prochain comité exécutif comptera deux nouvelles membres et un nouveau membre l'an prochain : Karine L'Ecuyer (Techniques de muséologie) deviendra présidente, Carole Morache (Techniques d'éducation à l'enfance) s'occupera de la trésorerie et François Pepin (Techniques de génie civil) qui prendra la barre du CRT comme responsable à l'application de la convention collective. Le comité exécutif sera aussi composé de Josée Chevalier (Langues modernes) qui a été réélue au poste de secrétaire et d'Emilie Sarah Caravecchia (Français et littérature) qui a été aussi réélue au poste de responsable à l'information.

Merci à tous nos militants, qui s'impliquent en CÉ, CA, CRT et dans les comités syndicaux et paritaires. Merci à vous, les quelques 750 professeures et professeurs que nous représentons, merci de nous faire confiance, de participer activement à la vie syndicale par votre présence aux assemblées générales, sur les lignes de piquetage, dans les occupations de banques, merci de votre engagement dans les comités, de votre énergie dans les manifestations, de vos déhanchements dans les partys. N'hésitez pas à investir les différentes instances syndicales, car nous sommes riches de l'apport de chacun de nos membres, nous sommes forts de la diversité de nos opinions et de notre capacité à dégager des consensus à travers nos débats et nos décisions consensuelles sinon démocratiques. Merci d'être là, merci de votre aide, merci surtout de la confiance que vous nous manifestez chaque jour. Nous sommes fiers de vous représenter.

En terminant, nous tenons à remercier et féliciter chaleureusement Yves Bégin et Josiane Nadeau pour la qualité et la quantité de travail au comité exécutif. Merci, enfin, à Sébastien Manka pour ses sept années passées au comité exécutif et les quatre dernières à la barre de la présidence !

Dons de solidarité
2015-2016

Cause	Organismes	Total
Le travail	Au bas de l'échelle	100,00 \$
	Mouvement Action chômage (MAC)	100,00 \$
	Mouvement action chômage Longueuil	100,00 \$
	Comité chômage Est Montréal (CCEM)	100,00 \$
	Comité chômage Montréal (CCM)	100,00 \$
	Fondation pour l'aide aux TT accidentés (FATA)	100,00 \$
	Union des TT accidentés de Mtl (UTTAM)	100,00 \$
	Conflit STT Olympia - CSN	100,00 \$
	Conflit STT de La Caravelle - CSN	100,00 \$
	Conflit syndicat Brault et Martineau Laval - TUAC	100,00 \$
L'éducation populaire et la formation	Centre de Lecture et d'Écriture (CLE Montréal)	100,00 \$
	Groupe ALPHA Laval	150,00 \$
	Institut de coop. et d'éducation des adultes (ICEA)	150,00 \$
	IRIS	100,00 \$
L'action sociale et communautaire	Mouvement Éducation Populaire et Action Communautaire	100,00 \$
	Centre de prévention des agressions sexuelles (CPIVAS) (Laval)	150,00 \$
	CHOC (Laval)	200,00 \$
	Centre d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC)	100,00 \$
	Coalition Main Rouge	200,00 \$
	Ligue des droits et libertés	200,00 \$
	Fondation Léo-Cormier	100,00 \$
	Panier de Noël Montmorency	200,00 \$
	Association coopérative d'économie familiale-Ile Jésus	200,00 \$
	Auberge du cœur L'Envolée (Laval)	200,00 \$
	Centre de bénévolat et Moisson de Laval	200,00 \$
	Jeunesse au soleil	150,00 \$
	Travail de rue de l'île de Laval	100,00 \$
	Centre d'assistance et d'accompagnement aux plaintes Laval	150,00 \$
	Coalition lavalloise contre l'austérité	200,00 \$
	GRIS	100,00 \$
	ALPABEM	100,00 \$
	ATTAC Québec	100,00 \$
	Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)	100,00 \$
	Forum social mondial (Montréal, août 2016)	100,00 \$
	Carrefour d'intercultures de Laval (accueil réfugiés)	100,00 \$
Condition féminine	Collectif échec à la guerre	50,00 \$
	Fédération des femmes du Québec	125,00 \$
	Table de concertation de Laval en condition féminine (TCLCF)	100,00 \$
	Centre des femmes de Laval	100,00 \$
	Maison L'Esther (violence faites aux femmes et aux enfants) (Laval)	100,00 \$
	Maison Le Prélude (hébergement + service d'écoute) (Laval)	100,00 \$
	Maison Lina	100,00 \$
	Dimension travail des femmes (Laval)	150,00 \$
La presse alternative	Fondation Léa Roback (bourses d'études)	125,00 \$
	Fondation La rue des femmes	125,00 \$
	L'aut'journal	200,00 \$
	Revue À Babord !	100,00 \$
	L'Ultimatum	100,00 \$
	Relations	100,00 \$
	Radio centre-ville	100,00 \$
	Nouveaux cahiers du socialisme	100,00 \$
	L'itinéraire	100,00 \$
	Amnistie Internationale	100,00 \$
La solidarité internationale	Alternatives, la solidarité en action	200,00 \$
	Projet PHÉM (Coll. Montmorency)	200,00 \$
Total		6 925,00 \$

Les membres des comités

2016-2017

PARITAIRES :

RELATIONS DE TRAVAIL Yves Bégin, Louis Caron, Richard Crépeau, Jean-François Gagnon, Danielle Lalonde, Carole Morache, François Pepin


COMMISSION DES ÉTUDES Niki Messas (formation générale), Pierluigi Battisti (sciences de la nature), Jorge Negretti (sciences humaines), David Lamontagne (arts et lettres), Diane Martin (secteur santé), Gyslaine De Grandpré (secteur bâtiment), Sylvie J Bélanger (secteur administration et bureautique), Alain Pilon (informatique et électronique), Jocelyne Hamel (horticulture, muséologie et tourisme), Josée Chevalier et Karine L'Écuyer (toute provenance) **PERFECTIONNEMENT** Guillaume Dupuy, Marc Élie Lapointe, et François Pepin **SANTÉ-SÉCURITÉ** Julie Lecomte, François Pepin **ACCÈS À L'ÉGALITÉ** Louis-Pilippe Caron-Lanteigne, Julie Gauthier et François Pepin **CONTRE LE HARCÈLEMENT** Carole Morache et Louise Robidoux **AIDE AU PERSONNEL** Karine L'Écuyer et Sylvain Saint-Amour **COMITÉ D'ACTION ET DE CONCERTATION EN ENVIRONNEMENT (CACE)** Mélanie Amiot, Emilie Sarah Caravecchia, Sylvie Martin **ÉDUCATION INTERCULTURELLE**, Josée Lalonde, Simon Leduc, Marise Lysie Théagène **CONSEIL D'ADMINISTRATION** Jean-Philippe Martin et Annie Saint-Germain

SYNDICAUX :


EXÉCUTIF Karine L'Écuyer, présidente; Josée Chevalier, secrétaire; Carole Morache, trésorière; François Pepin, CRT; Emilie Sarah Caravecchia, information

INFORMATION Julie Demanche, Fabrice Masson-Goulet et François Rioux **FEMMES** Jessica Millette et Véronique Pageau **SURVEILLANCE DES FINANCES**, Louis Caron, Josiane Nadeau et Louise Robidoux **PRÉCARITÉ** Ivan Constantineau, Dominic Germain et Marc Élie Lapointe **DONS DE SOLIDARITÉ** Thomas Bangobango, Josiane Nadeau **SOLIDARITÉ INTERNATIONALE** Thomas Bangobango, Carl Durocher **PROJETS INTERNATIONAUX** Johanne Blouin, Mélinie Chabot, Philippe De Oliveira, Dominique Germain, David Lamontagne, Philippe Lang **ASSURANCES ET RETRAITE** Thomas Bangobango, Richard Crépeau, Guillaume Dupuy, Sylvain Saint-Amour **DIVERSITÉ SEXUELLE** Hughes Boulanger, Alan Cranshaw, Dominic Germain, Jean J Lussier, Jessica Millette **MOBILISATION** Félix-Étienne Caron, Dominique Gérin, Simon Leduc **CONSEIL CENTRAL** Yves Bégin, Karine L'Écuyer, Simon Leduc, Carole Morache (substitut) **ÉCOLE ET SOCIÉTÉ** Pascal Chevrete, Ivan Constantineau, Madeleine Ferland, Sonia Labrecque, Chantal Lagacé, Géraldine Lussier, Jean-Philippe Martin **ACTION SUR L'OFFRE ALIMENTAIRE** Valérie Cholette, Maxime Cormier, Julie Filion, Étienne Godard Flamand, Valérie Lafrance, Annick Roosen

Rassemblement pour 15 \$ l'heure
Samedi 15 octobre 2016 à 11 h
Lieu de rencontre : Parc le Prévost
Ave. Christophe-Colomb et rue Jean-Talon
entre les stations de métro
Jean-Talon et Fabre



Réclamons
le salaire minimum à 15 \$ l'heure !

Conseil central
 DU MONTREAL MÉTROPOLITAIN 

Pour une vie décente !

Au Québec, plus de 850 000 personnes vivent dans la pauvreté. Même un emploi à temps plein ne garantit pas la sortie de la pauvreté, et ce, en raison de la multiplication des emplois précaires et faiblement rémunérés. Une recherche (IRIS, 2016) nous confirme que le salaire à 15 \$ l'heure est un minimum pour un salaire viable. Mais le gouvernement québécois a établi le salaire minimum à 10,75 \$ à compter de mai 2016. Ce n'est pas suffisant !

Pour une économie plus juste !

Au Canada, le revenu annuel moyen des 100 PDG les plus riches a atteint 8 958 650 \$ en 2014. De 1986 à 2009, le revenu moyen des 0,1 % les plus riches a augmenté de 135 %, tandis que le revenu moyen des 90 % les moins riches n'a augmenté que de 8 %. La hausse du salaire minimum à 15 \$ contribuerait à diminuer les inégalités, affectant plus d'un million de personnes au Québec. De plus, cette campagne vise à améliorer les normes du travail par la voie d'une mobilisation populaire. Par ailleurs, des expériences récentes aux États-Unis démontrent que la croissance des emplois est plus manifeste dans des régions ayant adopté la hausse à 15 \$ que dans les autres régions. Le salaire minimum à 15 \$ l'heure est nécessaire pour une économie plus juste !

Continuons la lutte !

Depuis 2012, la lutte pour la hausse du salaire minimum a gagné des appuis partout à travers les États-Unis et au Canada. L'État de New York, la Californie, l'Alberta et d'autres régions ont déjà adopté la hausse à 15\$/l'heure. Au Québec, cette campagne est menée par plusieurs groupes communautaires et organisations syndicales. Joignez-vous à cette lutte !

À l'agenda : dates à retenir

15 octobre: Manifestation pour un salaire minimum à 15\$/h par Prévoist, métro Jean-Talon

20-21 octobre: Regroupement cégep à Longueuil

21 octobre : CRT de la tâche

25 octobre : Assemblée générale

1er novembre: Conseil d'administration du cégep

8-9 novembre : Grève des milieux communautaire











Campagne syndicale SEECM | fneeq

Plus qu'un simple macaron,
c'est une réaffirmation que...

- Les professeurs-es sont ceux qui font vivre et dynamise leur département ;
- Les consultations sur les projets, comme le règlement de l'Ombudsman, le code de vie, le plan de la réussite, doivent être menés consciencieusement et de bonne foi, et ce, avec l'ensemble de la communauté montmorencienne en respectant les instances qui les représentent ;
- Nos conditions de travail ont un impact direct sur les conditions d'études de nos étudiants-es.
- **Et c'est la réappropriation du symbole, de NOTRE cégep !
Montmorency, c'est NOUS.**



Permanence au local syndical – Automne 2016

	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi
MATIN	 Carole Morache	 Emilie Sarah Caravecchia	 Karine L'Écuyer	 François Pepin	 Carole Morache
APRÈS-MIDI	Réunion de l'exécutif	 Emilie Sarah Caravecchia Trou à l'horaire 11h40 à 14h20	 Josée Chevalier	 Josée Chevalier	 Karine L'Écuyer  François Pepin



www.facebook.com/groups/seecm/



www.seecm.org

Le comité d'information attend vos articles en tout genre. Vous pouvez soumettre des textes d'opinion, des anecdotes et tranches de vie collégiale, des critiques de films ou de livres, des couvertures d'événements, des informations, des questions, des caricatures, etc.

Il suffit de nous envoyer le tout par courrier électronique à syndens@cmontmorency.qc.ca. Les opinions exprimées n'engagent que leur auteur-e. Les images où aucun crédit n'est mentionné sont libres de droits. Syndicat des enseignantes et enseignants du cégep Montmorency, 475, boulevard de l'Avenir, Laval, Québec, H7N 5H9, Local : B1389 Tél : 450-668-1344 ou 975-6268, syndens@cmontmorency.qc.ca

COMITÉ D'INFORMATION, Julie Demanche, Fabrice Masson-Goulet et François Rioux. **RESPONSABLE** Emilie Sarah Caravecchia.

RÉVISION Les membres du comité d'information. **INFOGRAPHIE** Emilie Sarah Caravecchia.



Imprimé par des employés-es syndiqués-es de la Confédération des syndicats nationaux,
« parce que la sous-traitance, c'est mal ! » — Le comité information